



Pour nos emplois et notre avenir !

Le transport aérien traverse une crise sans précédent. Air France, qui a reçu 7 milliards de prêts, annonce la suppression de 7 500 emplois. (Un emploi supprimé chez Air France entraîne la suppression de 3 à 5 postes dans la sous-traitance). Les directions d'ADP, de SERVAIR, d'ONET... envisagent de supprimer plusieurs milliers d'emplois sur la zone aéroportuaire de Roissy.

Loin des engagements qu'il a pris pendant la crise sanitaire, le gouvernement n'entend pas tirer les leçons des politiques d'austérité menées ces dernières décennies. Par ses premières décisions, il persiste à vouloir emprunter le même chemin et imposer de nouveaux sacrifices sociaux et environnementaux comme solutions indépassables d'une relance économique.

OUI, nous travaillons dans des entreprises différentes mais nous sommes liés par un même destin.

S'il en fallait une preuve, les suppressions d'emplois qui se profilent dans de nombreuses entreprises en attestent. Il n'y a pas de fatalité, cette pandémie révèle les conséquences néfastes pour l'intérêt général de la logique financière et du profit à court terme.

Agissons, ne nous laissons pas entraîner dans l'impasse d'une 2^{ème} vague antisociale ! Nous sommes les créateurs de la richesse. Nous sommes donc légitimes pour imposer d'autres choix et exiger que les richesses créées servent à rompre avec le passé, affronter le présent et bâtir l'avenir !

La lutte contre le réchauffement climatique est incontournable. Il s'agit donc de construire un transport aérien propre, avec des moyens humains et financiers.

Le plan de soutien doit s'inscrire dans cet objectif. En premier lieu, il s'agit de garantir la sécurisation de l'emploi et des compétences et de former les salariés pour la reprise de l'activité. D'autre part, il doit imposer et renforcer l'investissement pour relever les défis de transitions écologiques, sociaux et environnementaux du XXI^e siècle pour gagner une relance plus rapide et pérenne sur le long terme.

Pour la sauvegarde des emplois et l'avenir de la plateforme de Roissy, les organisations syndicales appellent les salariés à participer à une :

« Marche pour l'emploi » Jeudi 15 octobre 2020

Rendez-vous à **10h30** devant la gare RER CDG 1.

Demande de rencontre avec la préfecture.

Soyons nombreuses et nombreux !